Communiqué

Guerre totale de l'Etat turc contre les Kurdes – Appels à la solidarité

vendredi 5 février 2016, par CDK-F, KNK (Date de rédaction antérieure : 4 février 2016).

Depuis le 24 juillet 2015, l'Etat turc mène une guerre sale et intensive contre les Kurdes. Jusqu'à présent, des centaines de civils ont été tués dans cette guerre. 58 de ces victimes sont des enfants et 39 des femmes. Les offensives sont menées par l'armée et les forces spéciales de la police avec des chars, de l'artillerie lourde et des hélicoptères. Elles ont affecté 1,5 millions de personnes et forcé 300.000 à l'exode. Les maisons vides ont été complètement détruites par les tirs d'artillerie afin que leurs occupants ne puissent pas revenir et que des villes entière soient déclarées zones militaires.

Des centaines de représentants politiques kurdes, des militants, des élus locaux, des Maires, ont été arrêtés, torturés, jetés en prison. Le Gouvernement AKP aspire à gouverner l'ensemble du pays à travers un coup d'Etat politico-militaire coordonné par le Président Erdogan lui-même. En réponse à la revendication d'autogouvernance du peuple kurde, Erdogan parle d'éradiquer les Kurdes et donne des ordres en ce sens.

Aucune nouvelle des 28 personnes blessées à Cizre, coincées dans le sous-sol d'un immeuble…

Depuis 5 jours, on est sans nouvelles des civils blessés coincés dans le sous-sol d'un immeuble, à Cizre. Il y a 4 jours, 10 femmes, dont des mères des personnes blessées, ont marché vers l'immeuble en brandissant un drapeau blanc. Elles ont pu atteindre la cour de l'immeuble. « L'immeuble est encerclé par les chars. Nous avons crié en pensant que nos enfants nous répondraient, mais personne n'a répondu », a indiqué Ayse Guven qui faisait partie de ce groupe de femmes. La nuit dernière, des photos montrant les corps des personnes bloquées dans le sous-sol ont circulé sur les réseaux sociaux pro-AKP.

Le personnel médical n'est pas autorisé à entrer dans Cizre

Depuis 13 jours, le personnel médical volontaire de l'Union des Médecins de Turquie (TTB) et de l'Union des Travailleurs de la Santé (SES) n'a pas été autorisé par les autorités turques à entrer dans Cizre afin de porter secours aux personnes blessées.

Les Députés kurdes en grève de la faim

Les Députés HDP Idris Baluken, Osman Baydemir et Meral Danis Bestas, relayés par les Députés Caglar Demirel, Ahmet Yildirim et Nihat Akdogan, ont entamé une grève de la faim pour obtenir que les blessés de Cizre soient secourus, évacués et transportés à l'hôpital.

YPS : Nous n'avons pas de combattants dans cette région

La Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a rejeté une requête urgente concernant ces atrocités qui se déroulent sous le regard indifférent de la communauté internationale. Encouragé par la décision de la CEDH, l'AKP a continué à diffuser des fausses informations, prétendant que des

combattants armés se trouvaient dans l'immeuble. Cependant, les Forces de Défense Civiles (YPS, unités qui se sont constituées au sein de la population civile pour défendre les villes contre les offensives de l'Etat turc) ont déclaré hier ne pas avoir de combattants dans cette zone.

Le district de Sur entièrement placé sous couvre-feu

A Sur-Diyarbakir, le couvre-feu qui est en vigueur depuis 64 jours a été étendu à l'ensemble du district. 14 quartiers sont maintenant assiégés, contre 11 auparavant.

Dans les rues de Gever, les engins militaires tirent au hasard

A Gever-Hakkari, le quartier de Yeni Mahalle est totalement encerclé par les forces de sécurité turques. Les engins militaires tirent au hasard dans les rues. Les informations qui nous sont parvenues font état de morts et de blessés, sans pouvoir donner de précision sur leur nombre.

REAGIR FACE A CE MASSACRE EST UN DEVOIR HUMAIN !

Nous appelons l'humanité, les organisations internationales et les Etats européens à prendre position contre l'Etat turc responsable de ce massacre !

Congrès national du Kurdistan, 4 février 2016

Appel à manifester samedi 6 février 2016, 15h, Place de la Bastille

Brisons le Silence ! Dénonçons les massacres commis au Kurdistan par l'Etat turc !

Les victoires successives des forces kurdes en Syrie ont été perçues par l'Etat turc comme une menace directe pour la Turquie. En effet, le projet politique du confédéralisme démocratique qui y est développé (recours à des structures fédératives et auto-organisationnelles pour permettre à une société plurielle de s'organiser de manière plus juste à tous les niveaux) est l'antithèse des principes fondateurs de l'Etat turc nationaliste et patriarcal incarné aujourd'hui par l'AKP.

Ce projet politique est l'un des facteurs clés de la répression sanglante engagée par le gouvernement de l'AKP contre les villes kurdes de Turquie. Privé de sa majorité absolue aux élections législatives du 7 juin 2015 par le score du HDP (Parti démocratique des Peuples –alliance du mouvement politique kurde et des forces progressistes de Turquie), l'AKP a rompu sans motif les pourparlers de paix engagés depuis 2013 avec le mouvement kurde auquel il a déclaré la guerre afin d'obtenir le soutien de l'électorat d'extrême droite lors des élections anticipées du 1er novembre 2015.

Le peuple kurde a réagi en réclamant son droit à l'autogouvernance. Ne tolérant aucune voix d'opposition et aucune avancée démocratique, le gouvernement AKP a intensifié ses offensives. Depuis le 16 août 2015, 1,3 millions de personnes ont été affectées par les couvre-feux et l'état d'urgence mis en place à 56 reprises par les autorités turques, dans une vingtaine de villes du Kurdistan. Aujourd'hui, les villes de Sur, Cizre et Silopi, où des dizaines de milliers de policiers et de militaires ont été déployés, sont assiégées et bombardées sans discontinuité depuis plusieurs semaines. Au cours des 4 derniers mois, 268 civils, dont 62 enfants et 37 femmes, ont été tués par

les forces de sécurité.
Les habitants des villes assiégées sont privés d'accès aux produits de première nécessité et aux soins ; les blessés ne peuvent être secourus et meurent, faute de soins ; les forces de sécurité ne permettent pas à la population de sortir pour récupérer les corps des personnes tuées dans la rue.

Le gouvernement de l'AKP justifie toutes ses actions criminelles contre le peuple kurde par la rhétorique de la « lutte contre le terrorisme », créant par là même l'amalgame entre les actes de barbarie de Daesh et la résistance du peuple kurde. Toute voix s'élevant contre ces crimes d'Etat est assimilée à un acte terroriste par le pouvoir politique. Pour exemple, l'appel signé par 1128 universitaires et académiciens de Turquie déclarant qu'ils ne seront « pas complices des crimes commis par l'Etat », leur a valu, outre le lynchage médiatique, des gardes à vue, des poursuites en justice et des sanctions disciplinaires.

Depuis les attaques de Daesh du 13 novembre dernier à Paris, la France entière vit également sous état d'urgence. La rhétorique de la guerre contre le terrorisme bat son plein et justifie toutes les lois liberticides qui visent particulièrement les luttes sociales.
A l'extérieur, la France suit une politique va-t-en-guerre et soutient le gouvernement turc dans son entreprise de nettoyage ethnique au Kurdistan. Les dirigeants français et européens témoignent d'un soutien sans faille vis-à-vis de la Turquie, dont le soutien à Daesh n'est plus un secret, en contrepartie de l'engagement d'Ankara à contenir le flux des réfugiés vers l'UE.

Nous demandons :

– la fin immédiate de la collaboration entre l'Union européenne et la Turquie,

– l'arrêt immédiat des massacres dans les villes kurdes de Turquie, la levée des blocus et la fin des couvre- feux,

– l'accès immédiat aux produits de première nécessité et aux soins de la population et des blessés dans les villes assiégées,

– la reprise des négociations entre l'Etat turc et le PKK afin de trouver une issue politique à la question kurde,

– la levée de l'état d'urgence et l'abandon du projet d'amendement de la constitution pour instaurer la déchéance de la nationalité française pour les binationaux.

Manifestation Samedi 6 février 2016, 15h00 (trajet Bastille-République à confirmer)

LE COMBAT DES FORCES REVOLUTIONNAIRES AU KURDISTAN EST NOTRE COMBAT,

LEUR REUSSITE POLITIQUE NOTRE ESPOIR

Conseil Démocratique Kurde en France (CDKF)
16, rue d'Enghien - 75010 Paris
Tel : 09.52.51.09.34